

Ottawa

Pièce 879, Édifice de la Confédération
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Tél. : 613-992-6779
Télec. : 613-995-8461



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Ottawa

Room 879, Confederation Building
Ottawa, Ontario K1A 0A6
Tel.: 613-992-6779
Fax.: 613-995-8461

Circonscription

1001, boulevard Maisonneuve est, suite 507
Montréal (Québec) H2L 4P9
Tél. : 514-522-1339
Télec. : 514-522-9899

Hélène Laverdière

Députée / Member of Parliament
Laurier—Sainte-Marie / Laurier—Sainte-Marie
Helene.Laverdiere@parl.gc.ca

Constituency

1001 Maisonneuve Blvd East, suite 507
Montréal, Quebec H2L 4P9
Tel.: 514-522-1339
Fax.: 514-522-9899

L'honorable Stéphane Dion
Ministre des affaires étrangères
Affaires mondiales Canada

Le 20 juillet 2016

Monsieur le ministre,

Nous vous écrivons aujourd'hui concernant des comptes rendus profondément alarmants au sujet de l'aggravation de la situation des droits de la personne en Égypte.

Selon un nouveau rapport d'Amnistie Internationale, l'agence égyptienne de sécurité nationale enlèverait des gens, les torturerait et les forcerait à disparaître dans le but d'intimider les opposants et d'éliminer la dissidence pacifique. Ce rapport s'ajoute à de nombreux autres de groupes internationaux de défense des droits de la personne respectés. Il est clair que l'Égypte est aux prises avec une crise des droits de la personne.

Depuis l'entrée en fonction du président Abdel Fattah al-Sissi en 2014, les autorités égyptiennes interdisent les manifestations, ont emprisonné des dizaines de milliers de personnes, souvent à la suite de procès injustes, et ont déclaré hors-la-loi le plus important groupe d'opposition du pays, les Frères musulmans. Des procès sont intentés contre des journalistes et on emprisonne des universitaires. La liberté d'expression de plusieurs personnes et groupes est compromise. Les nombreuses allégations d'abus et de torture nous préoccupent profondément.

Les organismes non-gouvernementaux et les défenseurs des droits de la personne font également l'objet de répression de la part des autorités égyptiennes. Ceci est profondément inquiétant et rappelle la fermeture forcée du National Democratic Institute, de l'International Republican Institute, de Freedom House, du Centre international pour journalistes et de la fondation Konrad Adenauer en Égypte en 2013. Les défenseurs des droits de la personne doivent être protégés et le Canada a son rôle à jouer.

Monsieur le ministre, de nombreux Canadiens préoccupés ont communiqué avec nous concernant la crise des droits de la personne en Égypte à la suite de votre visite au pays en mai 2016. Vu le contexte, il incombe au gouvernement de veiller à ce que les droits de la personne constituent le premier point à l'ordre du jour dans vos futurs échanges avec le gouvernement égyptien. Soulever la question parmi tant d'autres ne suffit pas; elle doit être votre priorité.

Nous vous implorons d'exprimer immédiatement les objections du Canada aux violations des droits de la personne perpétrées par les autorités égyptiennes, violations qui sont commises sous le prétexte de la sécurité et de la lutte au terrorisme. Le Canada doit employer son influence pour faire pression auprès de l'Égypte afin qu'elle se conforme aux normes internationales en matière de droits de la personne.

En outre, nous soulignons notre espoir continu que le Canada fera tout en son pouvoir pour faire en sorte que Khaled al-Qazzaz, Sarah Attia et leur quatre enfants canadiens rentrent au Canada.

Espérant recevoir sous peu votre réponse à la présente lettre, nous vous prions d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Hélène Laverdière, Députée
Porte-parole du NPD pour les Affaires
étrangères
Vice-Présidente, Comité permanent des
affaires étrangères et du développement
international



Cheryl Hardcastle, Députée
Vice-Présidente, Sous-comité des droits
internationaux de la personne